

50
VINTAGE
NUMBER



RÉFUTATION

DES ASSERTIONS DE

M. THIERS.



SCEAUX. — IMPRIMERIE DE E. DÉPÉE.



APPEL

A LA JUSTICE DES CONTEMPORAINS

de feu Lucien Bonaparte,

EN

RÉFUTATION

des Assertions de

M. THIERS,

DANS SON HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE,

PAR

M^{me} la Princesse de **CANINO**,

VEUVE LUCIEN BONAPARTE.



PARIS,

GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES,

PALAIS-ROYAL, 215 BIS, ET RUE RICHELIEU, 10.

1845



AVERTISSEMENT.

La protestation suivante, adressée à un grand nombre de journaux, n'ayant été insérée que dans quelques-uns, on a jugé à propos de la reproduire ici pour les personnes qui n'en auraient pas eu connaissance :

« MONSIEUR LE RÉDACTEUR ,

« Frappée d'un exil, qui, bien que suspendu depuis plusieurs mois par la
« bienveillante volonté du gouvernement, me prive toujours des moyens
« de défense de la justice ordinaire ,
« c'est à vous, c'est au tribunal de l'o-

« pinion publique que j'ai recours pour
« repousser les outrages prodigués à la
« mémoire de Lucien Bonaparte, mon
« mari, par l'auteur de l'*Histoire du Con-*
« *sulat et de l'Empire.*

« Je proteste, comme c'est mon droit
« et mon devoir, d'abord contre les
« omissions calculées, contre les infidé-
« lités de toute espèce que l'on remar-
« que dans l'ouvrage de M. Thiers.

« Je proteste contre les insinuations,
« contre les calomnies dont cet auteur
« semble s'être fait un système d'enta-
« cher la mémoire de mon mari.

« Je proteste de toutes mes forces et
« avec toute l'énergie que donnent la
« douleur et l'indignation, contre cette

« violation flagrante de tous les devoirs
« de l'historien.

« Je proteste ; et j'en appelle à tous les
« contemporains de Lucien Bonaparte,
« à tous ceux qui portent encore dans le
« cœur l'amour de la justice et de la vé-
« rité, à tous ceux qui ont aimé et es-
« timé Lucien Bonaparte pendant sa
« vie, et qui chérissent et honorent au-
« jourd'hui sa mémoire.

« Ce n'est que depuis 24 heures à
« peine, monsieur le rédacteur, que je
« connais *cette Histoire du Consulat et de*
« *l'Empire*. Je vais m'occuper sans re-
« lâche d'une réfutation complète et
« détaillée, appuyée de documents au-
« thentiques. Cette brochure aura pour
« titre : *Appel à la justice des Contempo-*

« rains de feu Lucien Bonaparte, en réfutation des assertions de M. Thiers, dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*.

« Cette publication n'aura lieu toutefois qu'après que M. Thiers aura fait paraître son quatrième volume.

« En attendant, veuillez avoir l'obligeance, Monsieur le rédacteur, d'insérer cette lettre dans le prochain numéro de votre journal.

« Agréez, je vous prie, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée,

« PRINCESSE DE CANINO,

« *Veuve Lucien Bonaparte.*

« Paris, le 1^{er} avril 1845. »

Comme on vient de le voir par cette lettre, l'APPEL A LA JUSTICE DES CONTEMPORAINS DE FEU LUCIEN BONAPARTE ne devait paraître qu'après la publication du quatrième volume de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*; mais de nouveaux retards pouvant encore succéder à celui déjà annoncé pour la continuation de l'œuvre de M. Thiers, il importe de ne pas laisser plus longtemps sans réponse les attaques dirigées contre la mémoire de Lucien Bonaparte dans les trois premiers volumes, sauf à nous occuper plus tard dans le même sens, s'il y a lieu, du quatrième volume, quand il aura paru.

APPEL

A LA JUSTICE DES CONTEMPORAINS

DE FEU

LUCIEN BONAPARTE.

« La vérité est le devoir de l'histoire. »

Ces paroles sont belles; elles sont de M. Thiers, et sont extraites de l'ouvrage que je cite aujourd'hui au tribunal de l'opinion publique.

C'est devant ce tribunal que je dois examiner si M. Thiers, loin de se conformer à

ce précepte de l'historien, ne l'a pas outrageusement transgressé dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, du moins en ce qui concerne la mémoire de Lucien Bonaparte, mon mari, de chère et vénérée mémoire.

Si M. Thiers n'était point au nombre des historiens connus qui ont écrit avec plus ou moins d'éclat sur la Révolution, je n'aurais point protesté, ainsi que j'ai dû le faire, dans tous les journaux qui ont bien voulu insérer ma réclamation, ce premier élan de ma douleur ; ces journalistes ont donné, en cette occasion, la preuve de l'indépendance de leurs feuilles. Grâce leur en soit rendue, et puisse ce témoignage de ma reconnaissance être à son tour accueilli par ces honorables publicistes.

S'il ne s'agissait que de l'un de ces pamphlets diffamatoires, à l'aide desquels l'esprit de parti, la haine, l'envie, l'intérêt personnel ont, dans tous les temps, essayé de flétrir d'illustres individus ou d'honorables familles, comme ces œuvres ténébreuses qui inondèrent la France et l'Europe pendant et après l'élévation de la famille Bonaparte, je ne prendrais certainement pas la peine de les réfuter; je suivrais en cela l'exemple de Lucien, qui, pour sa part, a toujours méprisé ces sortes de libelles placés par un prudent anonyme à l'abri des dangers que peut susciter une pareille agression.

Mais l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* n'est point dans cette catégorie; c'est une œuvre avouée dont l'auteur est bien nomi-

nativement M. Thiers; M. Thiers, qui, par sa position particulière d'homme d'État, est censé s'être procuré les preuves et les documents nécessaires pour pouvoir juger sainement les hommes et les choses. Enfin, l'ouvrage de M. Thiers est intitulé : *Histoire du Consulat et de l'Empire*; et le véritable historien n'est-il pas le fidèle, l'impartial interprète des événements, le juste appréciateur des beaux caractères et des grandes actions, le juge sévère des vertus et des vices, des fautes des gouvernements; en un mot, l'histoire n'est-elle pas l'école des peuples et des rois?

Est-ce bien là l'esprit et le but de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, et M. Thiers a-t-il pratiqué dans tout le cours de son œuvre, et surtout à l'égard de mon mari,

ce beau précepte qu'il a proclamé : « La vérité est le devoir de l'histoire ? »

Je laisse le soin de décider cette question, dans sa généralité, à ceux qui peuvent s'y croire intéressés soit directement, soit par rapport à des personnes qui leur furent chères, soit seulement par amour pour la vérité; et me bornant à ne pas laisser ternir l'éclat de cette couronne civique, qui fut par l'opinion décernée à Lucien Bonaparte et qu'il préféra à toutes les autres couronnes qui lui furent offertes, j'adjure M. Thiers de prouver tout ce qu'il avance, de se justifier d'avoir omis les événements les plus importants auxquels a pris part mon mari, bien que ces événements aient été consignés au livre de l'histoire par les écrivains qui l'ont pré-

cédé, et qu'ils soient devenus l'objet de traditions populaires, non-seulement en France, mais dans tous les pays de l'Europe où le nom de Lucien Bonaparte a pu pénétrer.

Je ne me dissimule pas le désavantage de ma position exceptionnelle dans la lutte où le devoir m'engage avec l'historien du *Consulat et de l'Empire* ; car M. Thiers est un personnage célèbre ; il a été une fois, deux fois ministre ; il le sera peut-être une troisième fois, et bien certainement, si cela dépend de lui ; on a vu qu'il exerce une grande puissance sur la presse périodique ; il est incontestablement un membre très influent de la Chambre des Députés, etc., etc...

Qui suis-je, moi, pour combattre ce géant

politique , armé de pied en cap contre une tombe... exilée ! contre la tombe du grand citoyen qui vécut , mourut , loin du pays qu'il avait honorablement servi , *et que lui aussi a tant aimé.*

Oui , qui suis-je , moi ? une vieille femme , une veuve affligée , une mère de nombreux enfants bannis avec moi du sol français , avant et depuis leur naissance ; une faible femme enfin , qui , pour elle et pour les siens , a plutôt besoin d'appuis que d'ennemis dans le sein des chambres législatives.

Mais , m'élevant au-dessus de toutes les considérations , et confiante en la sainteté de la cause que je suis appelée à défendre , je m'élance d'avance sur le bûcher que me prépare , dit-on , le ressentiment de

l'historien , contre lequel l'honneur et la religion de mon veuvage m'ont imposé le devoir de protester ; heureuse à ce prix d'être en butte à mon tour aux traits empoisonnés de la calomnie, et de pouvoir honorer et réhabiliter aux yeux et dans le cœur de mes chers compatriotes , la mémoire outragée d'un époux si digne de regrets et de vénération.

Si la mort n'avait déjà enlevé la plus grande partie de ceux qui furent témoins de la vie de Lucien Bonaparte, et qui même partagèrent ses travaux, il serait inutile de les rappeler ici ; déjà la voix de plus d'un de ces illustres vieillards s'est élevée pour condamner hautement la manière avec laquelle M. Thiers semble avoir pris à tâche de dé-

figurer le caractère historique de Lucien Bonaparte. Dans quel but ces omissions des faits qui pouvaient être à son honneur ? Dans quel but ces inculpations fausses , ces malveillantes insinuations dirigées contre lui ? Comme nous pouvons supposer plus d'un motif à M. Thiers pour en agir ainsi , nous nous dispenserons d'en indiquer aucun , même celui qui nous paraît le principal , laissant à chacun le soin d'envisager et d'interpréter les choses à sa guise ; comme par exemple vient de le faire ce spirituel journaliste , qui a posé et résolu ainsi cette question : « Pourquoi M. Thiers a-t-il dit tant de mal de Lucien Bonaparte ? c'est apparemment parce qu'il en pensait beaucoup de bien. »

Ce bien-là est en effet dans toutes les

bouches de ceux qui ont de la mémoire.

C'est avec ceux-là surtout qui ont lu l'histoire de M. Thiers, c'est avec tous les hommes de bonne foi, que forte de ma propre faiblesse et d'une plume sans doute trop inhabile, mais arrachée dans le vif de mon cœur, et qui ne tracera rien que de vrai et de conforme à des documents authentiques, c'est, dis-je, avec les âmes généreuses et impartiales que je veux jeter un coup-d'œil rapide sur la vie politique de Lucien Bonaparte, afin de faire connaître par des faits positifs et autrement que par des paroles, à ceux qui peuvent encore l'ignorer et qui l'ignoreront toujours s'ils n'avaient lu que *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, combien fut grand, même à côté du grand général Bonaparte, son frère Lucien, et

comment il brilla de son propre éclat aux yeux de tous ses contemporains ; ce qui, du reste, est déjà constaté par l'histoire, et ce que jusqu'à présent le seul M. Thiers, parmi les écrivains de quelque réputation, se soit imaginé de présenter sous des traits si peu fidèles.

En effet, quels titres incontestables Lucien Bonaparte n'a-t-il pas aux souvenirs du pays ?

Dès l'âge de vingt-cinq ans, élu député du Corps législatif, il devint, dans cette assemblée, l'un des membres les plus distingués de cette opposition libérale et modérée, dont s'honorera toujours la représentation nationale française, puisqu'on y voyait figurer les Boissy-d'Anglas, les Chazal, les



Dupont (de l'Eure), les Béranger, les Boulay (de la Meurthe), les Chénier, les Daunou et tant d'autres notabilités parlementaires, dont les discours sont restés des modèles d'éloquence et de patriotisme, et auxquelles et desquelles Lucien Bonaparte, le plus jeune d'entre eux, donnait et recevait tour-à-tour, des leçons et des exemples.

Ainsi, en ouvrant seulement le *Moniteur* de l'an VI, on voit que cette session fut le coup d'essai qui couvrit de gloire le jeune représentant du peuple. On le voit, en effet, brillant, dévoué et généreux athlète des idées libérales, provoquer la munificence nationale en faveur des veuves et des enfants des défenseurs de la patrie, s'élever avec force, dans l'intérêt des pauvres, contre les impôts sur les objets de première

nécessité, contre la faction des dilapidateurs de la fortune publique, et contre les innovations qu'on voulait introduire dans la république cisalpine.

En l'an VII, on le voit combattre de nouveau, et par plusieurs discours, l'impôt proposé sur le sel et sur les objets de première nécessité ; insister sur le besoin de s'occuper des finances ; protester contre l'assassinat des représentants du peuple à Rastadt, et demander vengeance des assassins ; dénoncer l'affreux système de bascule suivi par le dernier Directoire.

Ce fut surtout dans la séance du 18 fructidor de l'an VII, connue sous le nom de *séance des dangers de la patrie* que Lucien Bonaparte se montra orateur sublime et qu'il

se rendit célèbre par le succès qu'il obtint, et qu'il dut à son habileté à ramener à son avis ceux de ses collègues dont le civisme n'était pas douteux, mais qui étaient égarés par des opinions plus exaltées.

De ce nombre et des premiers était le brave général Jourdan, que Lucien réduisit au silence en l'apostrophant ainsi : « Et toi, Jourdan de Fleurus, voudrais-tu devenir Jourdan Coupe-Têtes ? »

Oui, dans cette séance, dont Lucien Bonaparte aimait à s'entretenir, avec une satisfaction, bien juste récompense de pareils souvenirs, et qu'il s'est plu à retracer dans le premier volume de ses *Mémoires de Londres*; dans cette mémorable séance, où, victorieux adversaire des ultra-Jacobins de

l'époque, et comparable, moralement et civilement parlant, à Fabius Maximus, suspendant la marche d'Annibal aux portes de Rome, Lucien Bonaparte arrêta du haut de la tribune, par l'irrésistible puissance de sa parole, le torrent sanglant de la terreur près d'inonder de nouveau notre belle et malheureuse patrie ! Oui, dans cette mémorable séance, disons-nous, Lucien Bonaparte avait bien mérité de son pays dans toute l'honorable et juste acception du mot.

Non moins grand, plus exposé, plus courageux encore dans les fameuses journées des 18 et 19 brumaire, dont personne n'a contesté à l'immortel président des Cinq-Cents d'être le principal acteur, Lucien fut moins heureux, puisque cette ré-

volution dévia si promptement du but qu'il se proposait.

Cette vérité est spécialement démontrée dans la relation qu'il a lui-même écrite de la révolution du 18 brumaire, et qui a fait l'objet d'une récente publication à laquelle nous renvoyons le lecteur (1).

Déjà M. Thiers, dans son *Histoire de la Révolution française*, avait jugé à propos de passer sous silence une grande partie de ce que nous ne faisons qu'indiquer ici, et dès lors il avait, à l'égard de Lucien Bonaparte, forfait au devoir d'historien fidèle. Son mauvais vouloir s'est particulièrement

(1) Cette publication a eu lieu au commencement de l'année 1848, et on trouve le livre chez M. Charpentier, éditeur-libraire, galerie d'Orléans, n° 7, Palais-Royal, à Paris.

manifesté, lorsqu'il attribue l'élévation de Lucien Bonaparte au fauteuil de la présidence du conseil des Cinq-Cents, seulement aux égards que l'on avait pour son frère le général Bonaparte ; car alors, outre que la position du général Bonaparte, en Égypte, était loin d'être sans péril pour lui et l'armée française, et qu'il y eut au moins autant de chances contre que pour son retour, on a vu, par tout ce que nous venons de signaler, que Lucien Bonaparte n'était pas un personnage à placer ni à laisser dans un coin obscur du grand tableau législatif.

Comment le magnanime Lucien répondit-il à cette injustice historique dont il était l'objet ? Véritable appréciateur de tout ce qui est beau, il cite dans ses Mémoires

un long passage de l'*Histoire de la Révolution française*, par M. Thiers, et le fait suivre de l'éloge suivant :

« Je n'ai pu résister au désir de trans-
« crire cette page de M. Thiers (dans son
« *Histoire de la Révolution française*), page
« admirable d'éloquence et de vérité ; que
« peut-on dire de mieux ? J'espère qu'on
« me pardonnera cette longue citation, di-
« gne du ministre à qui l'on devra sans
« doute en partie le retour des cendres de
« Sainte-Hélène. » (4^{er} volume des Mémoi-
res de Lucien Bonaparte, page 100.)

Telle fut la manière dont Lucien répondit à l'injuste oubli de M. Thiers. Certes, il n'eut pas été difficile, et personne n'était plus en état que le frère de Napoléon, d'op-

poser des parallipomènes imposants à la plupart des faits énoncés ou omis dans ce livre.

Donnons maintenant un rapide aperçu de la seconde partie de la vie politique de Lucien Bonaparte, en remontant, comme l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, aux événements qui suivirent immédiatement le 18 brumaire. Tout ce que nous avancerons sera toujours appuyé sur les Mémoires et le *Moniteur* du temps, que l'on doit considérer comme les seuls documents authentiques, surtout lorsque, comme par rapport à Lucien, ils sont en parfait accord avec les traditions contemporaines.

Chargé, peu de jours après le 18 brumaire, du portefeuille de l'intérieur, Lu-

cien Bonaparte se montra le réformateur sévère, mais juste, des abus de la bureaucratie, qui allaient jusqu'à la licence ; le protecteur éclairé des arts et des belles-lettres ; il fut le premier promoteur des embellissements de Paris pendant cette première et courte phase du gouvernement consulaire ; il changea le système vicieux d'éducation qui s'était introduit dans les Prytanées ; présida à l'organisation administrative par départements et par arrondissements ; adressa à ce sujet et sur beaucoup d'autres points importants, des circulaires pleines d'une haute sagesse et d'un grand sens administratif, aux préfets et à beaucoup d'autres fonctionnaires placés sous ses ordres.

Nommé ambassadeur de France à la cour

d'Espagne, il y négocia avec l'art d'un diplomate consommé et y conclut le difficile traité de Portugal, à l'honneur de la France et surtout dans nos intérêts commerciaux contre le système anglais, qui se montrait déjà si prépondérant dans cette péninsule.

De retour en France, Lucien Bonaparte fut porté au tribunaat, et déploya de nouveau son éloquence, comme rapporteur et défenseur de plusieurs lois entre autres celles du Concordat et de la Légion-d'Honneur, qui rencontrèrent alors tant d'opposition.

Devenu bientôt membre de l'Institut, sénateur, membre du grand-conseil de la Légion-d'Honneur, il se vit entouré

de l'estime et de la reconnaissance publiques.

Enfin, Lucien, après avoir ainsi payé sa dette à la patrie, retourna dans la vie privée, aimant mieux renoncer à la politique qui prenait alors une direction contraire à ses principes, que de consentir au sacrifice d'opinions dont il s'était fait un culte. C'est alors qu'il dut, que nous dûmes, hélas ! nous éloigner du *tant doux pays de France*. Je sens là, dans mon cœur, que mes compatriotes chéris, qu'il m'a été accordé de revoir avant de mourir, me sauront gré de ce que je ne dis pas, et ce qu'en effet il n'est pas besoin de divulguer pour justifier la grande mémoire de mon mari.

Il serait trop long de signaler une à une

toutes les omissions que l'on peut remarquer dans l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, par rapport à la vie politique de Lucien Bonaparte.

L'exposé que nous venons de tracer des événements principaux de cette vie suffira pour mettre en évidence et caractériser ces omissions que nous avons appelées *calculées*. Il y a, en effet, calcul, il y a mauvaise foi de la part de l'historien à saisir toutes les occasions possibles pour dire du mal de quelqu'un, et à négliger et omettre toutes celles où l'on pourrait en dire du bien.

Cependant, comme des omissions ne sont pas des outrages, et que, d'ailleurs, elles ne font tort qu'à l'historien assez partial, assez malveillant, ou même assez

léger de sa nature pour s'en rendre coupable, nous n'eussions pas cru devoir réclamer contre l'oubli de ce précepte de M. Thiers :
« La vérité est le devoir de l'histoire. » Mais le respect dû à la mémoire et aux vertus de mon mari ne me permet pas de laisser sans réplique les assertions fausses, les appréciations injurieuses de caractère que l'on trouve dans l'ouvrage de M. Thiers.

La lecture de ces passages inspira il y a peu de jours, à un sage et illustre homme d'État, une exclamation qui suffirait seule à la gloire de Lucien. « Parler ainsi de Lucien Bonaparte, s'est-il écrié, c'est une impiété nationale faite pour compromettre à jamais un historien. »

Comme il est possible et même probable

que bien des gens n'auront ni le temps ni la volonté de lire l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, ayons le courage d'extraire nous-mêmes, pour les réfuter les uns après les autres, les paragraphes offensants pour la mémoire de celui dont je fus quarante ans la compagne. Ne craignons pas que ce qu'on dit généralement de la calomnie, « *qu'il en reste toujours quelque chose*, » se réalise à l'égard de cette vie politique, que l'on peut comparer à celle de ces hommes sages et courageux que l'antiquité nous offre pour modèles, à l'égard enfin de celui qui, à l'âge où la plupart des autres hommes ont à peine complété leurs études, avait déjà servi son pays avec éclat. Voyons enfin textuellement comment l'historien du *Consulat et de l'Empire* prétend offrir aux

contemporains et à la postérité cette grande figure de Lucien Bonaparte, et sachons définitivement quelle est la mesure de la véracité de M. Thiers:



Ainsi d'abord, tome I^{er}, pag. 94, nous lisons :

« *Les partisans du général Bonaparte ne*
« *pouvaient parler de cette invention du grand*
« *électeur sans jeter les hauts cris, et parmi*
« *eux Lucien Bonaparte, qui a tour à tour*
« *contrarié ou servi le chef de sa famille,*

« mais toujours capricieusement, sans à-pro-
« pos, sans mesure, jouant tantôt le frère
« passionné pour la grandeur de son frère,
« tantôt le citoyen ennemi du despotisme, Lu-
« cien Bonaparte déclamait avec violence con-
« tre le projet de Sieyès. Il disait hautement
« qu'il fallait un président de la République,
« un Conseil-d'État, et pas grand'chose avec;
« que le pays était fatigué des bavards, et
« qu'il ne voulait plus que des hommes d'ac-
« tion. Ces propos inconsidérés étaient de na-
« ture à produire le plus fâcheux effet; heu-
« reusement, on n'attachait pas une grande
« importance aux paroles de Lucien. »

Ces hauts cris jetés par Lucien Bona-

parte contre l'invention du grand électeur de la constitution de Sieyès, ne sont jamais arrivés, et n'ont pu arriver, en effet, aux oreilles de ses contemporains, avec qui sa position d'homme d'État le mettait en rapport. On voit au contraire par les *Mémoires* de Lucien, et cette autorité peut bien être opposée à l'assertion de M. Thiers, on voit que Lucien était bien loin de critiquer l'invention du sage législateur, laquelle, sous le nom d'absorption, était en effet une sorte de forteresse morale dressée contre les envahissements du pouvoir.

Sans doute Lucien a pu approuver et embrasser un ordre de choses qui avait pour but de substituer un premier consul assisté de deux autres consuls, au système du grand électeur, lorsque Sieyès, entraîné par l'as-

endant et la magie du nom du général Bonaparte, fit lui-même, Sieyès, la concession du système d'absorption devenu bientôt si nécessaire.

Au reste, ce propos, « *que le pays était fatigué des bavards, qu'il ne voulait plus que des hommes d'action,* » a déjà été placé à peu près textuellement par M. Thiers, dans la bouche de Sieyès, en un passage de son *Histoire de la Révolution française*, (tome X, page 390). Cette fois il lui plaît de l'attribuer à Lucien. On peut penser qu'elles n'appartiennent pas plus à l'un qu'à l'autre et que ce sont peut-être les paroles sacramentelles de quelque autre grand homme d'État, à qui M. Thiers veut les épargner.

Il n'est pas trop facile non plus de com-

prendre de quel tort M. Thiers veut accuser Lucien, quand il lui fait dire *hautement* et comme si lui-même, M. Thiers, l'avait entendu; « *qu'il fallait un président de la république, un conseil d'État et pas grand'chose avec.* »

Certes si Lucien eût dit cela *hautement*, quelqu'un l'aurait entendu, et M. Thiers ne serait pas le premier, le seul à venir nous l'apprendre.

On aurait bien pu lui répondre aussi avec raison, que d'un premier consul à un président de la république, ou à un grand électeur, il n'y avait guère de différence que dans le mot; qu'un conseil d'État existait déjà, et que ses attributions législatives le liaient intimement au pouvoir parlementaire; que supposer

l'existence de l'un c'était admettre nécessairement et implicitement l'existence de l'autre.

Quant à ces mots pour nous cabalistiques, car nous ne les comprenons pas, « *et pas grand'chose avec,* » quelqu'un de nos lecteurs arrivera peut-être à deviner ce que cela voulait dire dans la bouche de Lucien, et ce que cela peut signifier pour qui que ce soit dans l'histoire de M. Thiers.

« *Lucien Bonaparte, qui a tour à tour contrarié ou servi le chef de sa famille, mais toujours capricieusement, mal à propos...* »

Lucien, d'abord, n'avait vu jusqu'alors le chef de sa famille que dans son frère Joseph, par la raison que Joseph avait six

ans plus que le général Bonaparte et neuf ans plus que Lucien, et parce que celui-ci a toujours eu pour Joseph une amitié et un dévouement presque filials.

Nous pensons en outre qu'il est nécessaire que M. Thiers prouve par quelque fait, ou par quelque document, mais autrement que par une simple allégation, que Lucien a toujours servi son frère, le général Bonaparte, *mal à propos, capricieusement*.

Quand on attaque le caractère d'un homme public, d'un homme universellement estimé, l'accusation, ce nous semble, devient trop grave, pour qu'on puisse s'arrêter et s'en rapporter à une assertion toute gratuite. Dans tous les cas, M. Thiers conviendra que Lucien ne servit pas trop *mal à propos* son frère, le général Bonaparte, dans la

journée du 48 brumaire : c'était du moins l'opinion du premier Consul lui-même.

Nous cherchons aussi à nous rappeler quelque circonstance, où Lucien aurait *contrarié* Napoléon, sans avoir le droit de ne pas être de son avis. Nos souvenirs ne nous fournissent rien, et si M. Thiers a quelque révélation authentique à nous faire à ce sujet, il est du devoir d'un historien, non-seulement de faire connaître les causes des conséquences qu'il déduit, mais encore d'indiquer les sources où il puise, quand lui-même n'a pu être témoin oculaire des événements dont il rend compte.

Quand il serait vrai d'ailleurs que Lucien ait quelquefois été d'un avis différent de celui de son frère, les plus grands admirateurs de Napoléon, et Napoléon lui-même,

ne sont-ils pas convenus, et c'est encore là une croyance populaire contre laquelle l'habileté historique de M. Thiers ne peut rien, ne sont-ils pas convenus que l'Empereur aurait souvent bien fait de suivre les conseils de Lucien ?

Nous arrivons ensuite à cette phrase, résolument dédaigneuse, et digne corollaire de ce qui précède : « *Heureusement on n'attachait pas grande importance aux paroles de Lucien.* »

Si M. Thiers n'a pas emprunté cette sentence à quelque libelliste, on peut s'étonner à bon droit qu'un homme d'État ait osé prononcer sur un autre homme d'État, qui l'avait précédé dans la carrière, un pareil jugement. Est-il juste en effet, est-il raisonnable de penser qu'un homme, qui, comme

Lucien Bonaparte, avait été membre influent du conseil des Cinq-Cents, secrétaire, président de cette assemblée; qui plus tard avait été ministre, ministre organisateur et puissant, qui avait été ambassadeur; qui plus tard encore avait été nommé par le Tribunal rapporteur et commissaire de plusieurs grandes lois nouvelles, qui enfin dans l'espace de trois sessions législatives, avait prononcé plus de quarante discours, tous applaudis, et presque tous honorés de l'impression, est-il raisonnable, est-il vrai même de dire qu'un homme qui avait fourni cette carrière parlementaire et administrative, passait, de son temps, pour un rabat-
cheur et qu'on n'attachait pas grande importance à ses paroles ?

On lit aussi dans l'histoire de M. Thiers ,

tome II, page 494, le passage suivant, que nous conseillons à nos lecteurs de lire eux-mêmes dans l'original, car il est tel que l'on pourrait nous accuser de l'avoir exagéré.

« Lucien actuellement ministre de l'inté-
« rieur, était un homme d'un esprit inégal,
« inquiet, ingouvernable, et n'ayant pas assez
« de talent, quoiqu'il en eût, pour racheter ce
« qui lui manquait sous le rapport du bon
« sens. Tous deux, Joseph et Lucien, flattaient
« le penchant du premier consul, à s'élever
« jusqu'au pouvoir suprême; et cela se con-
« çoit. Le génie du premier consul, sa gloire,
« étaient choses à lui personnelles : une qua-

« lité seule pouvait être transmissible à sa fa-
« mille, c'était la qualité princière, s'il la
« prenait un jour, en la préférant à celle de
« premier magistrat de la république. Ses
« frères étaient de ceux qui disaient avec le
« moins de retenue, que la forme actuelle du
« gouvernement n'avait été qu'une transition,
« imaginée pour ménager les préjugés révolu-
« tionnaires, mais qu'il fallait en prendre son
« parti, et que si on voulait fonder quelque
« chose de vraiment stable, on ne pouvait
« se dispenser de donner au pouvoir plus de
« concentration, d'unité et de durée. »

On voit par ce paragraphe que M. Thiers se contente d'annoncer que Lucien Bonaparte occupait alors le ministère de l'Inté-

rieur, et qu'il omet tous les actes importants et les heureux résultats qui ont signalé ce ministère, comme il avait déjà fait à l'égard des discours prononcés antérieurement par Lucien, dans le sein des assemblées législatives. Il veut bien seulement décider dans les trésors de sa justice et de son indulgence, que Lucien était un *homme d'esprit, mais d'un esprit inégal, inquiet, ingouvernable...*

Or, il eût été convenable et juste, de la part d'un historien, de donner quelques exemples, de citer quelques discours qui accusassent cette inégalité d'esprit.

M. Thiers n'aurait pas manqué de trouver comme nous, *au Moniteur*, tous ceux prononcés par Lucien Bonaparte, et il aurait pu reconnaître, comme l'ont avoué

plusieurs juges fort compétents en pareille matière, que ces discours sont au contraire tous remarquables par l'égalité du sage et beau style qui y relève encore la haute valeur des idées et la moralité des principes.

Nous en appelons d'ailleurs à tous ceux qui l'ont connu, en quoi le digne, le calme, le noble Lucien mérita-t-il jamais la qualification *d'esprit inégal, inquiet*, à laquelle M. Thiers veut bien ajouter encore celle *d'ingouvernable*.

Nous demanderons à l'historien du *Consulat et de l'Empire*, qu'il veuille bien nous préciser les circonstances dans lesquelles Lucien aurait pu être représenté comme *ingouvernable*, et nous nommer surtout les personnes qui auraient eu la prétention et le droit de le gouverner.

Était-ce pendant que le général Bonaparte, son frère, était en Égypte? Mais est-il besoin de le rappeler encore? Lucien, à cette époque, était bien capable de se gouverner lui-même, puisque déjà il exerçait une si grande influence au milieu de ses plus illustres collègues, et qu'il dirigeait si noblement l'Assemblée des Cinq-Cents.

Était-ce dans l'orangerie de Saint-Cloud, où, comme chacun le sait, il sut maîtriser, en sa même qualité de président, la plus violente et la plus périlleuse tempête politique, et où il montra toute sa fermeté et toute son habileté à gouverner les esprits?

Était-ce pendant le temps de son ministère de l'intérieur, où tout ce qu'il fit et ordonna obtint le plein assentiment du premier Consul? Qui donc, après ce chef su-

prême de l'État, se serait cru le droit de gouverner Lucien ? Et quel historien, quel écrivain accrédité de ce temps-là a pu servir d'autorité à M. Thiers pour qualifier Lucien Bonaparte d'*esprit ingouvernable*, en même temps que d'*esprit inégal, inquiet*, qui ? Nous le lui demandons en prenant à témoins et pour arbitres les contemporains de Lucien Bonaparte, à qui nous adressons cet appel.

M. Thiers, pour être impartial et véridique aurait dû, au contraire, conclure, que Lucien, dans tout le cours de sa vie politique, ne fut jamais gouverné que par ses opinions sagement libérales, par sa passion éclairée pour le grand, le beau, l'utile, toutes idées heureusement innées et prédominantes en lui, et qui loin de le trouver

ingouvernable, le gouvernèrent si parfaitement bien, que malgré le silence que veut bien garder l'auteur de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, il a laissé dans les sciences, dans les lettres, dans les arts, des souvenirs chers et durables, et que son ministère de l'intérieur, d'où émanèrent un grand nombre de règlements et d'institutions encore en vigueur aujourd'hui, fut assez mémorable pour que l'éclat n'en ait pas encore été effacé jusqu'ici par aucun autre, même par celui de M. Thiers. On trouverait à ce sujet dans le *Moniteur*, dans le *Bulletin des Lois* et dans les archives ministérielles, des moyens de vérification et de comparaison, qui pourraient convaincre tous les hommes de bonne foi.

Passant maintenant de la vie publique à

la vie privée, nous demanderons à M. Thiers, si c'est à cause de cet esprit *inégal, inquiet, ingouvernable* de Lucien, que sa vénérable mère lui porta toujours, ainsi que cela est généralement connu, autant d'amour au moins qu'à tous ses autres enfants, et qu'elle lui en donna la preuve la plus éclatante en le suivant à Rome, lorsque Lucien et sa famille durent s'éloigner de Paris.

Enfin est-ce par suite de ce caractère que M. Thiers se plaît à prêter au frère du premier Consul, que Lucien Bonaparte eut des amis à l'épreuve de l'adversité, et qu'il conserva toujours cette sérénité, cette force d'âme, en même temps que cette bienveillance de cœur, cette noble et douce amabilité de manières, formant la base (nous ne craignons pas d'être démenti par au-

cun de ceux qui l'ont connu), de cet admirable caractère? Certes, il y a loin de là au portrait qu'en trace l'historien du *Consulat et de l'Empire*.

Encore n'a-t-il pas fini, et veut-il mettre la dernière main à son tableau; il ajoute que « *Lucien n'avait pas assez de talent, quoi-
qu'il en eût,* »

Que ce quoiqu'il en eût, fait admirablement,

« *pour racheter ce qui lui manquait sous le
rapport du bon sens.* »

Oh! pour le coup, nous en appelons au lecteur; de quel côté est le bon sens? du côté de celui que l'on accuse d'en manquer, ou de l'autre? Du talent sans bon sens!!!

Nous sommes encore loin d'avoir épuisé

ce paragraphe qui représente Joseph et Lucien occupés à flatter, à seconder le penchant du premier Consul à s'élever au pouvoir suprême. Ce penchant-là, comme chacun sait, était chose très faible, imperceptible même, et tout porte à croire, n'est-il pas vrai, que sans les obsessions de ses deux frères, le premier Consul n'y aurait jamais cédé. Enfin malgré l'Empereur, sans doute, l'empire succéda à la république consulaire.

Mais, sous ce rapport, les deux frères ambitieux qui avaient préparé cet événement, et que M. Thiers semble désigner au ressentiment des républicains, devraient au moins trouver grâce et même avoir quelque mérite aux yeux d'un champion de l'Empire aussi déterminé, aussi habile que

l'auteur de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. Est-ce que M. Thiers serait ingrat?....

Mais, ajoute cet auteur, Joseph et Lucien, pour parvenir à la *qualité princière*, objet de tous leurs vœux, n'avaient qu'un espoir, c'était de voir le premier Consul ramener la royauté.

Nous nous contenterons de répondre que ces deux frères, guidés par l'ambition, avaient pour arriver à une puissance personnelle, équivalente au moins à la qualité princière, une chance plus prochaine et plus sûre. M. Thiers n'ignore pas que le premier consul Bonaparte n'avait d'abord été élu que pour un temps limité, et il aurait pu apprendre quelque part que l'opinion, qui s'occupait naturellement à l'avance du choix d'un successeur, dési-

gnait au premier rang le général Moreau, Lucien et Joseph. Si par conséquent l'ambition des deux frères eût été telle que la représente l'historien, il y avait là quelque peu de quoi la satisfaire, et les dégoûter de travailler à l'élévation d'un autre, cet autre fût-il leur propre frère,

La vérité nous porte à ajouter que ce fut surtout au moment où Lucien était désigné dans le monde politique, comme capable de remplacer le général Bonaparte dans la magistrature élective, que la police de Fouché s'exerça à répandre les bruits les plus injurieux et les plus absurdes contre la réputation et la conduite de Lucien.

Fouché était devenu son ennemi personnel depuis le jour où Lucien avait triomphé de la faction des ultra-jacobins, dans la

fameuse séance des dangers de la patrie, et la crainte de voir l'ex-président des Cinq - cents arriver à la magistrature suprême lui fit mettre un tel acharnement et une telle perfidie à se venger de son ancien adversaire politique, que Madame Bonaparte, la mère, douloureusement indignée des calomnies répandues contre son fils Lucien, vint un jour inopinément chez le premier Consul, et en présence de Joséphine, sa femme, qui passait pour protéger l'ex-oratorien, elle lui demanda hautement justice de tous ces infâmes propos, qu'elle savait de bonne source, disait-elle, émaner de la police de Fouché.

Nous pouvons, je crois, sans trop présumer de notre pénétration, supposer, en examinant et pesant attentivement tout ce

que l'historien du *Consulat et de l'Empire* affirme, ou insinue par rapport à Lucien, que c'est dans quelques sources du même genre, c'est-à-dire dans des pamphlets anonymes, ou dans des bruits colportés et accrédités par cette même police, que M. Thiers a puisé la plus grande partie de ses renseignements.

« *Les frères du premier Consul étaient de*
« *ceux qui disaient avec le moins de retenue*
« *que la forme actuelle de gouvernement n'é-*
« *tait qu'une transition imaginée pour ména-*
« *ger les préjugés révolutionnaires, etc...*

M. Thiers montre ici une assurance digne vraiment d'une meilleure cause.

Il nous semble d'abord que pour un gouvernement de transition, la république con-

sulaire fut par trop glorieuse et par trop féconde en heureux résultats pour la France, il nous semble surtout qu'elle fut trop bien prise au sérieux par tous les hommes d'action et de talent, par Napoléon lui-même, qui, soit comme général à la bataille de Marengo, soit comme législateur et suprême organisateur, brilla à cette époque de son plus bel éclat. Joseph, comme diplomate, et Lucien, comme ministre de l'intérieur, ne secondèrent-ils pas merveilleusement leur frère, et ne travaillèrent-ils pas à rendre mémorable cette phase républicaine ?

Pour prouver que ces hommes parlaient publiquement contre un ordre de choses si avantageux à la gloire, à la prospérité du pays, si avantageux et si honorable pour

eux-mêmes, contre un ordre de choses qu'ils avaient puissamment contribué à établir, comme ils contribuaient utilement à le consolider; pour prouver cela, disons-nous, il faudrait autre chose qu'une simple affirmation jetée sur le papier avec un aplomb factice.

Nous l'avouons, nous nous serions contentée à cet égard d'un commencement de preuve. Il nous est donc permis de nier que Joseph et Lucien aient jamais cherché ni même songé à renverser cette république consulaire, si conforme à leurs goûts, à leurs vœux, à leurs principes.

Tout le monde, excepté M. Thiers, ne sait-il pas en France que cette république ou cette utopie, si l'on veut, fut la croyance politique de toute la vie de Lucien Bona-

parte, et que la manière dont elle finit fut pendant longtemps le plus cruel chagrin, la plus amère déception du président de brumaire ?

Tome II^e, page 493, on lit dans l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* :

« Ils (Joseph et Lucien) reprochaient souvent à madame Bonaparte un malheur, dont ils la disaient la cause. Brouillés avec elle par jalousie d'influence, ils l'avaient peu ménagée auprès de son mari, et la poursuivaient de leurs propos, répétant sans cesse et bien haut, qu'il fallait absolument au premier Consul une femme qui lui don-

« nât des enfants, que ce n'était point là un
« intérêt privé, mais public, et qu'une réso-
« lution à cet égard devenait indispensable,
« si on voulait assurer l'avenir de la France.
« Ils lui faisaient répéter par toutes les bou-
« ches ces funestes discours, pleins pour elle
« de la plus sinistre conclusion. »

Cette malveillance, cet acharnement contre la femme d'un frère, et d'un frère comme le premier Consul, qui certainement n'était pas homme à endurer une pareille conduite de la part de qui que ce soit, ne nous paraissent guère davantage mériter une réfutation sérieuse. Attaquer ainsi la femme, lui faire de tels reproches, même fondés, n'était-ce pas se déclarer ouvertement l'ennemi du mari?

Mais faire une telle guerre, une guerre de médisance ou de calomnie, à une femme appréciée surtout pour la politesse et la bienveillance de ses manières, était-ce bien digne d'hommes sérieux, d'hommes occupés des affaires de l'État? Non, personne ne croira jamais que le noble, le généreux Lucien ait eu la moindre part dans cette petite et basse persécution.

Nous le savons, bien des familles ne sont pas à l'abri de ces brouilles intérieures, de ces jalousies d'influence, mais pour que ces détails domestiques deviennent, comme M. Thiers n'hésite pas à les faire, du ressort de l'histoire, il faut qu'ils arrivent à une manifestation qui ne trompe personne, ou qu'ils empruntent aux circonstances un caractère d'authenticité irrécusable.

Il faut convenir, d'un autre côté, que pour des ambitieux, Joseph et Lucien avaient là une bien singulière manière d'avoir de l'ambition. Ils désiraient, dites-vous, ils préparaient le divorce de leur frère, le premier Consul, avec une femme qui ne pouvait plus lui *donner d'enfants*. Mais il nous semble que pour que les frères ambitieux d'un souverain ou de tout autre puissent hériter de sa couronne ou de ses titres, il faut pour première condition que celui-ci n'ait pas de descendant, par conséquent d'héritier direct; dans ce cas, l'ambition des deux frères du premier Consul était au contraire intéressée à le voir conserver une femme devenue stérile.

Joseph et Lucien, en conspirant pour le divorce du premier Consul, sacrifiaient

donc leur intérêt particulier, c'est-à-dire leurs droits éventuels, et même directs jusqu'à ce moment à l'héritage de leur frère, à ce qu'ils croyaient être le bien public. Certes, cette manière d'agir avait bien son mérite ; elle prouvait bien évidemment, dans tous les cas, que l'ambition et l'intérêt n'étaient pas le mobile qui les faisait agir.

M. Thiers, dans son système, se serait montré plus conséquent, ce nous semble, en faisant honneur à ces deux frères de leur abnégation, et en ne cherchant pas à donner un autre motif à leurs actions.

Quant à nous, ces deux hommes nous auraient en effet paru très coupables, s'il était vrai qu'on pût justement leur reprocher d'avoir, d'accord avec toute la fa-

mille Bonaparte , poussé leur frère à briser des liens aussi sacrés, aussi indissolubles que ceux du mariage.

M. Thiers, en les accusant, ou plutôt avant de les accuser, aurait dû, en sage observateur des mœurs, rechercher et faire remarquer quelle différence existe entre le contrat civil, qui engage, oblige et assure des intérêts matériels et réciproques, en même temps qu'il autorise le divorce, et le mariage religieux qui consacre, sanctifie et rend en effet indissoluble l'alliance de l'homme et de la femme; il aurait, en historien fidèle, fait la part du lien civil, qui unissait seulement alors le premier Consul à Joséphine, et celle du lien religieux qui les unit depuis aux pieds des autels.

S'il est donc vrai que la famille Bona-

parte ait pu désirer que le premier Consul profitât du bénéfice d'une loi commune pour chercher à s'assurer des descendants, l'intérêt de l'État, sa sécurité, son avenir, sont ses excuses, et suffiraient pour la justifier.

D'ailleurs, Lucien, le consciencieux Lucien, a bien prouvé qu'il savait respecter et tenir les serments qu'il avait prêtés devant les autels; et ce serait tenter inutilement une chose absurde que de chercher à faire croire qu'il a pu provoquer chez les autres, chez son propre frère, le mépris de ce qu'il y avait pour lui de plus saint, de plus inviolable sur la terre.

Tome III, page 162, on lit dans l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* :

« Lucien fut consterné du rôle embarrassant, humiliant même, qui lui était réservé en Espagne, au lieu du rôle brillant qu'il avait espéré y jouer. Il répondit à la colère de son frère, par un accès de mauvaise humeur, assez fréquent chez lui, et envoya sa démission au ministre des affaires étrangères. »

Et tome III, page 186, M. Thiers dit au même sujet :

« Le premier Consul fit signer à Madrid, par son frère Lucien, les conditions d'abord refusées de Badajos, sauf quelques modifications peu importantes. »

Loin de n'avoir été qu'une machine à

signer, loin surtout d'avoir joué le rôle humiliant que lui prête M. Thiers, il existe dans le portefeuille politique, laissé par le prince de Canino, une correspondance officielle et confidentielle qui démontre évidemment, dans toutes ses parties, que Lucien Bonaparte a pris à toute cette négociation, une part fort active et fort habile.

• Cette correspondance se compose : 1° de trente lettres, toutes signées et quelques-unes apostillées de la main du premier Consul, et écrites sous sa dictée par son secrétaire Bourrienne ;

2° De cinquante-deux lettres officielles et vingt-cinq lettres confidentielles de Talleyrand à Lucien.

Le ministre n'épargne pas au jeune am-

bassadeur, dans ces lettres, des félicitations de toute espèce sur le succès de ses négociations; et ces compliments, quoique venant d'une telle source, ne peuvent être suspects dans leur sincérité, puisqu'ils coïncident et s'accordent entièrement avec ceux que le premier Consul renouvelle plusieurs fois à son frère dans les lettres précitées.

5° De soixante-huit lettres officielles et confidentielles de divers personnages, tous hauts fonctionnaires de l'armée de terre et de mer, et de la diplomatie, tels que commandants d'escadre, de corps d'armée, plénipotentiaires, ministres et généraux, au nombre desquels on compte le général Saint-Cyr, le général Leclerc, le contre-amiral Dumanoir, etc., etc.; toutes

personnes qui ont eu quelques relations avec Lucien, à l'occasion du traité de Portugal, ou à qui, en sa qualité d'ambassadeur, il a été chargé de transmettre des ordres, ou de donner des instructions d'urgence et d'après ses propres inspirations.

4° De cent cinquante lettres de ministres espagnols et portugais, relatives au même traité de Portugal.

5° D'un grand nombre de lettres des principaux amis politiques de Lucien et d'hommes de lettres de cette époque, tels que les Français de Nantes, les Fontanes, les Duquesnois, les Arnaud, etc., etc.

6° Et enfin, de plus de deux cents lettres des frères et sœurs de Lucien, rendant compte des opinions et des événements de ce temps-là.

A cette intéressante et volumineuse correspondance est jointe une série d'écrits intitulés, *Bulletins confidentiels*, rédigés par quelqu'un de très haut placé à cette époque, et que nous avons des raisons de ne pas nommer ici, mais dont les confidences révèlent une grande connaissance des hommes et des affaires du commencement de ce siècle.

M. Thiers avait bien quelque raison de penser, il avait même la certitude que tous ces matériaux historiques auraient été mis à sa disposition, si l'amour de la vérité avait pu lui inspirer et lui faire exprimer le désir de les consulter.

Un simple coup-d'œil lui aurait épargné certainement les reproches amers et mérités des amis de Lucien Bonaparte, ceux de

la postérité peut-être, et ceux de sa propre conscience. Dans tous les cas, il ne se serait pas exposé à méconnaître, comme il l'a fait, un adroit négociateur, à défigurer un beau caractère, qui, du reste, n'a rien à redouter de pareilles atteintes.

Il existe également en appendicé à cette correspondance, dans nos archives de famille, un recueil considérable de minutes ou brouillons de lettres de la main de Lucien, brouillons qui lui revenaient et qu'il classait par date après qu'ils avaient servi à ses secrétaires ou à ceux de la légation pour en être fait copie.

Il eût été, certes, précieux et utile à M. Thiers de s'éclairer de ces documents; il aurait trouvé dans cette mine riche et féconde les éléments d'une histoire bien

autrement authentique, bien autrement fidèle; il aurait pu surtout juger par les brouillons des lettres confidentielles au premier Consul et depuis à l'Empereur, quelle force d'âme, quelle étendue d'esprit, quelle solidité de raison, quelle égalité d'humeur, quelle délicatesse de sentiments distinguaient par-dessus tout Lucien Bonaparte.

Tout le monde sait, en effet, que Lucien Bonaparte se fit toujours remarquer, aimer et estimer, particulièrement à la cour d'Espagne, par ses brillantes qualités, par l'urbanité de ses manières, par la bienveillance de ses relations; tout le monde sait que le roi et la reine d'Espagne le traitaient avec la plus haute distinction, et qu'ils lui donnèrent les marques les plus éclatantes

de leur estime et même de leur affection.

Ce ne fut qu'après l'entier accomplissement de sa mission, c'est à-dire après l'échange des ratifications du traité de Portugal que Lucien, pressé de revoir la France et sa famille, et cédant d'ailleurs à la fatigue physique d'une vie si agitée, vint se reposer de ses travaux diplomatiques dans le sein du Tribunat, où il plait encore à la bonne justice de M. Thiers de l'oublier, en ne faisant aucune mention de plusieurs discours et rapports éloquents, qui marquèrent cette seconde phase parlementaire de la vie politique de Lucien Bonaparte.

Tome III^e, pages 508 et 509, nous lisons dans le même ouvrage de M. Thiers :

« Madame Bonaparte, toujours tourmen-
« tée par la crainte d'un divorce, depuis
« qu'elle n'espérait plus avoir des enfants,
« imagina de marier sa propre fille avec
« l'un des frères de son mari, se flattant que
« les enfants qui naîtraient de cette union,
« tenant par deux liens à la fois au nouveau
« chef de la France, pourraient lui servir
« d'héritiers. Joseph Bonaparte était marié,
« Lucien vivait d'une manière peu régulière,
« et se conduisait en ennemi de sa belle-sœur;
« Jérôme expiait sur la flotte quelques écarts
« de jeunesse ; Louis était le seul propre aux
« vues de madame Bonaparte. Elle le choisit.

« Lucien menait une vie peu régulière ! »

Voilà ce qui s'appelle beaucoup dire sans
rien prouver, avec l'intention de beaucoup

prouver sans rien dire. Si ce n'est pas une grande intempérance de plume, c'est au moins une étrange incartade historique, pour laquelle on comprend bien que, quelque signification que l'auteur ait voulu donner à ces mots, *une vie peu régulière*, un lys caméronien aussi pur que M. Thiers ne craint pas les récriminations. Il a raison ; nous ne nous abaisserons pas à lui en faire de ce genre.

Mais nous ne devons pas laisser passer, sans en démontrer la fausseté, ce que semble vouloir insinuer l'historien du *Consulat et de l'Empire*, à savoir, que le résultat de cette *vie peu régulière* a été que Lucien ne fut pas jugé digne de devenir l'époux de mademoiselle Hortense de Beauharnais.

Feu notre belle-sœur Hortense, par sa

grâce, son amabilité, son excellent cœur (sa réputation est ainsi établie); méritait d'être aimée et unie, comme elle l'a été, à un homme aussi estimable que le roi Louis de Hollande, qui, lui aussi, donna une grande preuve de force d'âme et de religieuse politique en abdiquant une royauté qui ne pouvait plus faire le bonheur de ses sujets. Mais notre illustre beau-frère sait parfaitement, et ne pourrait manquer de l'affirmer à tous ceux qui pourraient en douter, que ce ne fut pas parce que son frère Lucien ne parut pas digne de devenir l'époux d'Hortense qu'il l'épousa lui-même.

Si ce qu'avance M. Thiers n'est pas le fruit d'un rêve ou un jeu de son imagination, il faut qu'il l'ait appris de gens qui

n'ont pas même écouté aux portes des salons.

M. Thiers, d'ailleurs, avait une preuve bien sensible de l'invraisemblance de cette assertion dans un fait connu et accrédité généralement alors. Comme historien, il ne peut ignorer, en effet, qu'à peu près à cette même époque, Lucien Bonaparte fut vivement sollicité par le premier Consul d'épouser une reine régnante, fille de roi, veuve d'un roi, et que, dans cette circonstance, il ne crut pas devoir céder au désir pressant du premier Consul. Il était déterminé à n'épouser que ce que l'on appelle une compatriote, et c'était, en outre, une conviction sincère, profonde chez lui, que tout homme de sens ne devait reconnaître pour arbitres de son sort dans le choix

d'une compagne que sa volonté et son propre cœur. Telle fut, en effet, la croyance et la règle de toute sa vie.

Lucien Bonaparte n'avait-il pas prouvé, en effet, dans l'emploi de ses nobles et grandes facultés, dans l'exercice des plus hautes charges, et dans la gestion des plus graves intérêts de l'État, n'avait-il pas prouvé que pour accomplir avec sagesse et maturité l'acte le plus important de la vie privée, il n'avait besoin des lumières, ni de la tutelle de qui que ce soit ?

Il survint, depuis, il est vrai, une loi qui exigea le consentement du souverain pour que les membres de la famille impériale pussent contracter mariage, comme cela est en usage dans les familles dynastiques ; mais cette loi, rendue à une époque posté-

rieure au mariage de Lucien, ne pouvait avoir d'effet rétroactif; elle ne servit qu'à mettre en évidence et à faire éclater davantage la fermeté, la constance de l'honnête homme qui pratiqua et ne cessa de proclamer toute sa vie ce principe : « que tout homme d'honneur doit être et doit toujours rester l'unique régulateur, le pontife suprême du sanctuaire de sa vie privée. »

Tome III, pag. 493, on lit :

« Lucien, qui se donnait pour républicain,
« était cependant celui de tous qui se montrait
« le plus pressé de voir le pouvoir souverain
« de son frère élevé sur les ruines de la Ré-
« publique. »

La forme et le fond de ce paragraphe sont bien faits pour révolter. Heureusement, la fausseté de l'assertion est aussi palpable que l'intention de nuire. Dire que Lucien était pressé de voir *le pouvoir souverain de son frère s'élever sur les ruines de la République*, c'est à peu près aussi contraire à l'opinion générale, que si l'on disait que Bayard était un lâche, Néron un bon fils, et que Napoléon n'a pas gagné de batailles, etc., etc.

Nous avons bien lu quelque part qu'un certain auteur, M. l'abbé Linguet, a voulu prouver que Tibère était un bon prince, et que le pain avait tué plus de monde qu'il n'en avait nourri ; et il est sans doute permis à l'historien du *Consulat et de l'Empire* de s'exercer à ces sortes de polémiques ;

mais pour persuader, quand il veut ainsi détrôner quelqu'un dans l'opinion, il faudrait qu'il s'y prit plus adroitement, et que surtout, à défaut de logique, il prouvât ce qu'il avance, en citant des pièces historiques, ou même seulement des documents traditionnels, émanés de quelques contemporains dignes de foi.

Nous avons assez de générosité pour ne pas voir sans quelque pitié un homme d'esprit comme M. Thiers, car il en a et nous lui devons bien cette justice en retour de son « *quoiqu'il en eût* » au sujet de l'esprit qu'il veut bien accorder à Lucien, nous ne pouvons, disons-nous, le voir sans quelque pitié s'engager si aventureusement. Comment peut-il espérer renverser, anéantir des faits positifs, acquis à l'histoire, au

moyen de phrases en l'air, qu'il semble avoir textuellement copiées dans la vie du tyran Pisistrate, que l'on représente uniquement occupé de la ruine des libertés des Athéniens? Cela nous paraît une réminiscence de collège, dont l'application à Lucien n'est pas heureuse. Nous ne pouvons penser qu'une chose, c'est que quelque rival, quelque ennemi secret de M. Thiers sera parvenu à glisser sous sa plume ces énormités.

M. Thiers n'a-t-il donc jamais entendu dire, et est-ce à nous de lui apprendre que ce fameux ambitieux *Lucien*, précisément à l'époque où l'on commençait à broder le manteau impérial, alla, tant il était amoureux de cette nouveauté, demander l'hospitalité à Rome, parce qu'enfin, quoi

qu'en dise M. Thiers, le manteau impérial n'était pas autant du goût de Lucien que la toge consulaire pour ce frère, le *petit caporal*, qu'il avait trouvé trop *grand* pour devenir *empereur*, ainsi que Lucien nous le dit lui-même dans un de ses intéressants fragments de mémoires intitulé, ENTREVUE DE MANTOUE, morceau d'histoire dont quelques personnes ont déjà pu apprécier la haute portée.

Depuis que nous sommes au monde, et certes il y a bien longtemps, nous avons toujours entendu dire que les faits détruisent les hypothèses contraires, en apparence les mieux fondées. Il faut donc que l'historien, de l'avis duquel nous ne pouvons être en tout ce qu'il dit en général de Lucien, et en particulier au sujet de

• cette offensante allégation, qu'il *se donnait pour républicain, quoiqu'il ne le fût pas*; il faut donc, disons-nous, que M. Thiers, pour mériter croyance aux yeux de ses lecteurs, oppose des faits réels, incontestés et incontestables, à des faits incontestablement réels, tels que le départ et l'éloignement de France de Lucien, avant le changement de la république en empire, changement dont la nouvelle définitive nous parvint en effet à Rome, quelques mois après notre arrivée.

• Cependant, on nous dit que M. Thiers tient en réserve une pièce de conviction, qui prouverait le penchant de Lucien pour royaliser ou impérialiser son frère le premier Consul. Nous allons voir dans ce qui

va suivre, comme cette pièce est mise en scène.

Tome II, pages 210, 213 et 214 nous lisons :

« Il sortit de là un pamphlet anonyme fort
« singulier, fort remarquable, qui avait, di-
« sait-on, pour auteur Lucien Bonaparte,
« mais qui par la rare élégance du langage,
« par la connaissance classique de l'histoire,
« aurait dû être attribué à son véritable au-
« teur, c'est-à-dire à M. de Fontanes lui-
« même tout ce qu'il contenait,
« sauf les flatteries de langage, était vrai ;

« mais c'étaient des vérités bien prématurées,
« à en juger par l'impression qu'elles pro-
« duisirent. Lucien, ministre de l'intérieur,
« employa les moyens dont il disposait, pour
« répandre cet écrit dans toute la France.
« Il en remplit Paris et les provinces, ayant
« bien soin d'en cacher l'origine.....

..... Le premier Consul ; soit qu'il eût pris
« part au pamphlet, soit qu'il eût été compro-
« mis à son insu par des amis impatients et
« maladroits, crut devoir le désavouer, sur-
« tout aux yeux du parti révolutionnaire. Il
« appela M. Fouché et lui demanda publi-
« quement, comment il laissait circuler de
« tels écrits. — Je connais l'auteur, répond
« le ministre. — Si vous le connaissez, reprit
« le premier Consul, il fallait le mettre à
« Vincennes. — Je ne pouvais pas le mettre

« à Vincennes, ajouta M. Fouché, car c'était
« votre propre frère. — A ce mot, le général
« Bonaparte se plaignit amèrement de ce
« frère, qui l'avait déjà compromis plus d'une
« fois. L'aigreur s'en suivit à l'égard de
« Lucien Bonaparte. Un jour, celui-ci n'ayant
« pas été exact à un conseil des ministres, ce
« qui lui arrivait souvent, et beaucoup de
« plaintes s'élevant contre son administration,
« le premier Consul témoigna sur son compte,
« un vif mécontentement et parut même vou-
« loir le révoquer immédiatement ; mais le
« consul Cambacérès, conseilla d'y mettre
« plus d'égards, et de ne pas enlever à Lucien
« le portefeuille de l'intérieur, sans lui don-
« ner un dédommagement convenable. Le
« premier Consul y consentit. M. Cambacérès
« imagina l'ambassade d'Espagne, et fut

« chargé de l'offrir à Lucien. Il la lui fit
« accepter sans difficulté. Lucien partit, et
« bientôt on ne pensa plus à l'imprudent pam-
« phlet. »

Comment donc? mais ce pamphlet est fort suspect de la part d'un républicain! Il est évident par le bruit qu'il a fait dans le temps et par l'analyse que nous en donne M. Thiers, que la couleur n'en était rien moins que jacobine. Nous commencions presque à avoir peur que dans un de ces accès de somnambulisme auxquels beaucoup d'écrivains sont sujets, M. Thiers, devenu tout-à-coup lucide, n'ait découvert au bas du livre en question la signature grattée et même totalement effacée de quelques-uns de nos amis républicains.

Mais M. Thiers nous rassure bientôt en affirmant que ce pamphlet n'est pas de Lucien Bonaparte, à cause de la *rare élégance de langage et de la connaissance classique de l'histoire* que l'on y remarque.

Le raisonnement est sans réplique ; la preuve est positive : le pamphlet n'est pas de Lucien ; car il est avéré que Lucien n'a jamais su ni parler ni écrire, et qu'il n'avait pas lu l'histoire. Ainsi nous voilà tranquilles à ce sujet, aux dépens, il est vrai, de la réputation d'éloquence et d'érudition de Lucien ; reste à savoir si l'affirmation de l'historien *du Consulat et de l'Empire* suffira pour détruire cette réputation.

M. Thiers, en historien consciencieux, aime mieux, dit-il, attribuer ce pamphlet anonyme, *fort singulier, fort remarquable,*

à son véritable auteur, M. de Fontanes.

Mais Lucien, qui n'était pas l'auteur, et M. Thiers le prouve en déclarant que ce livre était au-dessus de ses facultés intellectuelles, Lucien cependant, comme ministre de l'intérieur, emploie tous les moyens dont il dispose pour répandre et propager ce livre mystérieux, en ayant bien soin d'en cacher l'origine. En vérité, Lucien qui est étranger à cette œuvre ténébreuse, et qui avait intérêt à ne pas laisser soupçonner qu'il fût pour quelque chose dans cette affaire, prend là une bien singulière manière pour y parvenir. Ne se fait-il pas, pour ainsi dire, l'éditeur, le colporteur de ce pamphlet, et n'en assume-t-il pas sur lui toute la responsabilité, en usant, pour le publier, de tout son pouvoir ministériel?

Il faut avouer qu'il y a là une bien grande abnégation personnelle ou une bien grande ineptie !

Non, décidément, l'honorable député d'Aix a trop d'esprit pour avoir pensé cela.

Remarquons bien toutefois que Lucien, qui n'est pas l'auteur de ce pamphlet, est cependant dénoncé comme tel par Fouché, puni et destitué comme tel par le premier Consul. En vérité, M. Thiers, c'est par trop de contradiction, et vous êtes vraiment plus sensé en attribuant la disgrâce de Lucien à son peu d'exactitude à se rendre au Conseil. Comment, un ministre, faire ce qu'on appelle en style de lycée *l'école buissonnière* ! mais cela méritait mieux qu'une destitution.

Nous pouvons à de pareilles fables, trans.

formées en histoire , opposer victorieusement une simple dénégation, et attendre pour donner nos preuves et développer un système sérieux de défense, que M. Thiers ait commencé à prouver quelque chose. Jusques-là nous nous contenterons d'avoir démontré le vide et le ridicule de ses assertions.

Nous ajouterons seulement, par rapport aux prétendues plaintes qui s'élevaient contre l'administration de Lucien, que c'était le cas au moins de les articuler, et que c'est une malveillance en pure perte que de porter, sans la justifier, une accusation si grave.

Un grand nombre d'autres passages de l'ouvrage de M. Thiers sont empreints du même esprit de dénigrement, et semblent

vouloir dire la même chose. Comme ils ne sont ni mieux appuyés ni plus dignes de la gravité d'un historien, nous les rangerons dans la même catégorie, et nous nous contenterons de les reproduire textuellement, afin que le lecteur puisse les apprécier et les réfuter lui-même par ce que nous avons déjà dit.

Ainsi, tome III, page 486, on lit :

« Lucien qui avait le talent de la parole,
« mais qui ne l'avait pas suffisamment exer-
« cé, répondit avec peu de sang-froid et de
« mesure, et contribua beaucoup à indisposer
« le Tribunal..... »

Tome III, pages 490 et 491 :

« ... On lui disait donc (au premier Consul)
« que le moment était venu de constituer en
« sa faveur autre chose qu'un pouvoir éphé-
« mère et passager, qu'il fallait songer en-
« fin à lui en attribuer un qui fût tout-à-fait
« solide et durable. Joseph avec la douceur
« paisible de son caractère, Lucien avec la
« pétulance de sa nature, tendaient ouver-
« tement au même but.

Tome 3, page 330 :

« ... Les frères de Napoléon étaient moins
« satisfaits, du moins Lucien, dont rien ne
« calmait la continuelle activité d'esprit...

Tome 3, page 334 :

« ... Joseph, modéré dans ses vœux, sem-

« blait ne plus rien désirer. Lucien n'était
« satisfait qu'à moitié ; il n'était pas dans sa
« nature de l'être davantage....

Nous ferons seulement observer au sujet
de ce caractère insatiable , de cette pétulance
d'esprit , de cette nature que rien ne pouvait
satisfaire , que Lucien Bonaparte a passé
par goût presque toute sa vie à la campagne,
livré à l'étude des sciences , des arts , de
l'astronomie et de l'agriculture, et qu'il n'y
avait pour lui rien au monde au-dessus du
bonheur de la vie privée et des douceurs
de la retraite qu'il s'était choisie.

En résumé, et pour rendre toute la dou-
loureuse impression que nous avons éprou-

vés à la lecture de l'ouvrage de M. Thiers , nous avons reconnu que cet auteur a suivi d'un bout à l'autre de son livre , un système arrêté d'hostilités contre Lucien Bonaparte ; et qu'en omettant à dessein toutes les circonstances où il est de son devoir d'en dire du bien , il fait naître à chaque pas les occasions d'en dire tout le mal qu'il peut inventer.

Cette malveillance systématique nous a paru inexplicable de la part d'un homme qui n'a pas même connu Lucien Bonaparte.

Elle nous paraît, en outre, une faute, et une faute inutile, car que peuvent tous les efforts de M. Thiers contre la force de l'opinion , contre ce qu'il appelle lui-même la grande voix du peuple ?

Ne craignons pas de le dire : écrire ainsi l'histoire, c'est vouloir tromper les contemporains et la postérité ;

C'est faire descendre le rôle d'historien à celui de pamphlétaire ;

C'est vouloir faire , ou plutôt refaire l'histoire avec de mauvaises passions ;

C'est , enfin , prouver qu'en littérature , comme en politique , l'esprit ne supplée pas à tout le reste , et qu'une haute position , une certaine renommée ne sont pas , pour commander et justifier la confiance , des garanties suffisantes.

M. de Fontanes , dont nous avons déjà parlé à l'occasion du pamphlet que lui at-

tribue M. Thiers, nous fournit encore ici l'occasion de donner de nouvelles preuves à l'appui du véritable caractère de Lucien.

M. de Fontanes, homme de lettres distingué, qui fut depuis grand-maitre de l'Université, mais dont le chemin était encore à faire, trouva dans le jeune ministre de l'intérieur, un protecteur puissant et plein de sollicitude. Non-seulement Lucien lui ouvrit la carrière des affaires publiques, mais encore il créa pour lui, dans les attributions de son ministère, une place importante et lucrative adaptée à ses hautes capacités.

Cette circonstance et tant d'autres marques de faveur et de protection accordées en tout temps par Lucien aux hommes de talent, méritaient bien, ce nous semble, une mention honorable dans l'histoire de

M. Thiers. Elles auraient dû, dans tous les cas, épargner à la plume de cet auteur, ces injurieuses appréciations que rien ne justifie, et dont tout prouve l'invraisemblance.

A l'occasion de ce même pamphlet et d'un discours de M. de Fontanes, M. Thiers dit, page 218, tome I^{er} : « *Non loin de là*
« *une tribune était préparée. On y vit monter*
« *un proscrit, qui devait sa liberté au pre-*
« *mier consul : C'était M. de Fontanes, écri-*
« *vain pur et brillant, le dernier qui ait fait*
« *usage de la langue française, autrefois si*
« *parfaite, et emportée aujourd'hui avec le*
« *dix-huitième siècle dans les abîmes du*
« *passée...* »

Toute persuadée que nous sommes que M. de Fontanes mérite les éloges de

M. Thiers, nous avons eu l'avantage de le connaître assez pour assurer qu'il eût voulu désavouer lui-même un hommage si exclusif, aux dépens de toutes nos gloires poétiques modernes, et de nos plus célèbres prosateurs. De ce nombre il en est d'incontestablement remarquables qui ont fréquenté avec lui les hauteurs du Pinde, et qui depuis le jour où nous avons eu à regretter la perte de M. de Fontanes, n'ont fait qu'ajouter à leur première renommée. Il nous reste l'espoir que M. Thiers, au moins tacitement, leur rend justice et qu'il les excepte de sa sentence générale.

Du reste, nous nous félicitons d'avoir ici l'occasion de donner à M. Thiers une preuve et un échantillon de la justesse et de l'impartialité des jugements de cet écri-

vain célèbre. L'éclatant rubis-escarboucle ne l'empêchait pas d'admirer le pur et radieux saphir, et nous allons citer à cet égard, un fragment de lettre de feu notre belle-sœur ÉLISA-BACCIOCHI, depuis princesse de Lucques, qui après le départ de Lucien, continua à M. de Fontanes la protection et l'admiration que son frère lui avait toujours portées.

La princesse ÉLISA écrivait donc à Lucien, sous la date du 17 juin 1804 :

« Garde-toi, mon cher frère, de croire
« Fontanes moins ton ami, je t'assure qu'il
« n'est pas du nombre de ceux qui chan-
« gent avec la fortune; au contraire, et tu
« dois savoir que je me crois obligée de
« modérer souvent, dans l'intérêt de sa
« fortune future, les élans de son affection

« pour toi, et surtout les regrets qu'il
« a de te voir éloigné de la France. Je
« désire même que tu te joignes à
« moi, dans tes lettres, pour lui par-
« ler un peu dans ce sens. J'avais pris
« sur moi d'exiger absolument qu'il ne
« publiât pas son dernier petit ouvrage,
« qui est vraiment quelque chose de par-
« ticulièrement remarquable, et qui, bien
« que tout en l'honneur de Napoléon, et
« cela doit être, car tu sais combien il l'es-
« time et l'admire, ne serait cependant
« pas fort goûté, et dont surtout ne pour-
« raient que profiter tes ennemis, qui sont
« ceux de notre famille, et qui savent bien
« ce qu'ils font en cherchant à t'éloigner.
« Tu peux en juger par cette strophe que
« je joins ici de la main de ta passion mal-

« heureuse, mademoiselle Nollin, dont je
« suis toujours fort contente. »

Voici la strophe qui était jointe à cette
lettre :

« Illustre potentat ,
« Non moins illustre ingrat ,
« Prête l'oreille ; entend le Français qui s'écrie
« Au milieu des transports de l'admiration
« Dont il acclame ton grand nom :
« Napoléon , sans doute , a sauvé la patrie ,
« Mais Lucien , avant tout , sauva Napoléon. »

Nos lecteurs voient qu'en rendant justice au grand nom de l'Empereur, M. de Fontanes est loin de sacrifier la noble victime fraternelle dont M. Thiers semble lui faire un holocauste continuel, et je ne crains pas d'ajouter que si la grande ombre de Napoléon, que j'évoque ici pour achever de confondre l'historien dépréciateur

et infidèle, élevait sa voix solennelle ,
M. Thiers l'entendrait lui dire :

« Ne suis-je donc pas assez grand à
tes yeux pour que tu te croies obligé de
tout abattre autour de moi ?

« Veux-tu donc sacrifier les miens aux
pieds de ma statue, comme autrefois les
Grecs, ennemis de Priam, immolèrent
ses parents sur le tombeau de leur
Achille.

« Non; ne crois pas me rendre un culte
digne de moi, en peignant sous d'odieu-
ses et fausses couleurs celui de mes frè-
res dont j'ai surtout admiré moi-même
la force d'âme incomparable.

« Bien qu'irrité de cette indépendance
de caractère qui lui faisait refuser mes

plus hautes faveurs, j'en étais fier pour mon nom, et jamais aucun de mes courtisans n'osa me parler qu'avec respect de mon frère Lucien.

« Pourquoi? C'est qu'habiles dans l'art de lire au fond du cœur de leur maître, mes clairvoyants adulateurs s'apercevaient combien le souvenir de ce que je devais à ce frère me préoccupait tristement au sein de ma plus grande prospérité.

« Oh! que ce souvenir fut mêlé pour moi de regrets et de tendresse pendant ma cruelle captivité de Sainte-Hélène, que le généreux Lucien serait venu partager, si on le lui avait permis!

« Oui, Lucien fut grand; il le fut même à côté de moi. Il le sera aux yeux de la

postérité, et tous tes efforts pour flétrir sa mémoire seront impuissants.

« N'as-tu donc pas prévu qu'au premier retentissement de tes paroles, la veuve inoffensive, assoupie et comme engourdie dans la douleur de la perte d'un tel époux, se réveillerait palpitante, exaltée, intrépide, et qu'avec l'ardeur d'une lionne dont on attaque les petits, elle s'élancerait à la défense de cette mémoire chère et sacrée?

« Répare, si tu le peux, cette erreur de ton cœur ou de ton esprit.

« Honore-moi, en historien fidèle, par le récit de mes grandes actions, rappelle-les souvent, si tu veux, et avec un légitime enthousiasme, à la mémoire des peuples ; mais ne pense pas ajouter à la

gloire de mon nom en dépouillant les miens de l'auréole qui leur est propre.

« N'est-ce point assez pour toi que, sans avoir d'autre tort que celui de porter mon nom, ils vivent bannis de cette France, objet de leurs continuels regrets, et loin de laquelle la faux de la mort les moissonne l'un après l'autre ?

« Veux-tu donc, envers eux plus cruel encore que la mort, ravir à mes neveux leur unique héritage, la mémoire révérée de leur père ?

« Ah ! si telle était ta pensée, bien que tu aies puissamment contribué au retour de mes cendres inanimées, mon âme victorieuse de cette mort qui n'atteint que nos corps périssables, mon âme im-

mortelle et sensible repousserait ton encens. »

C'est ainsi que la voix de Napoléon a dû, plus d'une fois, se faire entendre au fond de la conscience de l'historien du *Consulat et de l'Empire*, quand il traça ces lignes si injustes, si outrageantes pour la mémoire de Lucien.

Que si sa veuve eût pu demeurer insensible à la lecture de ce livre, auquel le nom de son auteur assure une grande publicité et dans lequel son époux est présenté aux contemporains et à la postérité sous des traits si étrangement défigurés, elle eût prouvé à sa famille, à ses amis et à ses compatriotes chéris, qu'elle ne méritait pas le bonheur et la gloire d'avoir si long-

temps partagé la destinée de celui dont elle
se croirait alors indigne de signer le nom,
ainsi qu'elle le fait aujourd'hui avec or-
gueil et confiance, au bas de *cet appel à la*
justice des contemporains,

Princesse de **CANINO**,
Veuve **LUCIEN-BONAPARTE**.

Paris, mai 1845.







